

La retraite un choix de société !!!!

Une énième réforme des retraites est proposée, avec la même logique d'allongement de durée de cotisation et le recul de l'âge de départ à la retraite, qui n'a jamais réglé le financement.

À l'inverse, ces différentes réformes ont affaibli le niveau des pensions et détérioré fortement le pouvoir d'achat et les conditions de vie des retraité.es ; Cela prouve bien que ce n'est pas la bonne solution !

Selon le Comité d'Orientation des Retraites, le système de retraite devrait enregistrer un excédent en 2022 dans la continuité de l'année 2021 (plus 900 millions d'euros).

L'ARGENT EXISTE pour une revalorisation pérenne des pensions et le financement de notre système actuel de retraite ;

- **82 milliards** versés aux actionnaires,
- **150 milliards** d'euros que les entreprises reçoivent en aides publiques sous forme d'exonération de cotisations sociales, de baisse d'impôts etc... sans contrepartie, ni sur l'investissement, ni sur l'emploi, ni sur les salaires, et donc, une perte majeure de financement pour la Sécurité sociale.

En 2022, les actions des retraité.es avec l'UCR-CGT ont contraint ce gouvernement et le patronat à revaloriser les pensions de bases de 4 % en juillet et les pensions complémentaires de 5,12 % au 1^{er} novembre.

Le compte n'y est pas !!!

Les retraité.es s'appauvrisse. Le COR estime que le pouvoir d'achat des retraité.es pourrait à terme baisser de 20 % par rapport à celui des actifs.

La CGT a des propositions en matière de retraite :

- pension minimum au niveau du Smic à 2000 € bruts pour tout le monde,
- 60 ans l'âge légal de départ à la retraite à taux plein et à 55 ans pour toutes celles et tous ceux exerçant un métier pénible,
- la prise en compte dans la carrière des années d'études.

Pour la CGT, il faut aller chercher de nouveaux modes de financement, notamment:

- Augmentation des salaires, donc plus de cotisations sociales,
- Égalité salariale femmes/hommes,
- Fin des exonérations des cotisations pour le patronat

L'UCR-CGT, dans l'unité, engagera toutes ses forces pour imposer une autre réforme des retraites, tout en exigeant une augmentation des pensions, une sécurité sociale intégrale financée par les cotisations sociales, des services publics de proximité.

Le 19 janvier, l'ensemble des organisations syndicales appellent à agir par la grève et les manifestations

à Nice le 19 Janvier à 10 H Place Masséna

**NOUS, RETRAITÉ.ES, SOYONS MASSIVEMENT
AU RENDEZ-VOUS POUR FAIRE ENTENDRE
RAISON À CE GOUVERNEMENT DES RICHES**